

La Bosnie-Herzégovine sous tension



BOSNIE-HERZÉGOVINE

SUPERFICIE :
51.200 km² (≈ Slovaquie)

POPULATION :
3,28 millions
(-12% entre 2009 et 2020⁴) dont, selon le recensement de 2013 :
• 50 % de Bosniaques
• 31 % de Serbes
• 15 % de Croates
Tous les Bosniaques ne s'identifient toutefois pas ethniquement.



La Bosnie-Herzégovine, qui aspire à être candidate à l'adhésion à l'Union européenne, se retrouve aujourd'hui au bord de l'éclatement, 30 ans après le début de la guerre de Bosnie. En effet, la République serbe de Bosnie (*Republika Srpska* en serbe — RS), l'une des deux entités autonomes du pays, a décidé d'enclencher un processus de retrait des institutions nationales d'ici à la fin de l'année.

⁴ Banque mondiale (site internet), *Population, total - Bosnia and Herzegovina* (en anglais).

Déclaration d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine vis-à-vis de la Yougoslavie

1^{ER} MARS 1992

AVR. 1992 – DÉC. 1995

Guerre de Bosnie

14 DÉC. 1995

Signature des accords de paix de Dayton

Début du 1^{er} mandat de Milorad Dodik à la tête du gouvernement de la *Republika Srpska*

1998

Premières sanctions des États-Unis envers Milorad Dodik pour obstruction aux accords de Dayton

2017

Décision du Haut représentant international (OHR) en Bosnie-Herzégovine de pénaliser la négation du génocide de Srebrenica

JUIL. 2021

Adoption par l'Assemblée de la *Republika Srpska* d'une loi créant une agence du médicament indépendante de l'agence nationale

OCT. 2021

Élections générales prévues, incluant :

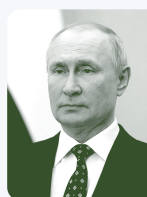
- les élections des trois membres du collège présidentiel national
- l'élection présidentielle en RS
- les élections législatives aux niveaux national et local
- les élections des assemblées cantonales de la Fédération de Bosnie-et-Herzégovine

OCT. 2022

DÉC. 2021

Adoption de la déclaration prévoyant le retrait de la RS des forces armées bosniennes et des systèmes judiciaire et fiscal nationaux et leur remplacement par des institutions parallèles

LES ACTEURS CLÉS



Vladimir Poutine,
Président de
la Fédération
de Russie



Aleksandar Vučić,
Président de
la République
de Serbie



MILORAD DODIK

Représentant
serbe au collège
présidentiel de
Bosnie-Herzégovine



Janez Janša,
Premier ministre
de la Slovénie



Viktor Orbán,
Premier ministre
de la Hongrie



DRAGAN ČOVIĆ

Président de la Chambre
des peuples, chambre haute
du Parlement bosnien,
et Président de l'Union
démocratique croate
de Bosnie-et-Herzégovine



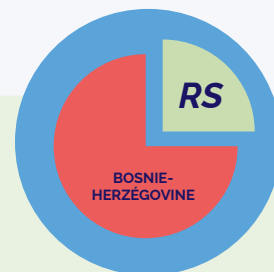
CHRISTIAN SCHMIDT

Haut représentant
international (*Office of the High
Representative – OHR*)
en Bosnie-Herzégovine,
depuis août 2021, nommé par
le Conseil pour la mise en
œuvre des accords de Dayton

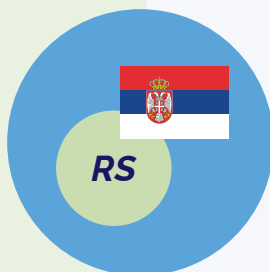
LA REMISE EN CAUSE DE L'ORDRE CONSTITUTIONNEL DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE



En vertu des pouvoirs que lui confèrent les accords de Dayton, garants de la paix sur place et cadre constitutionnel de l'État, le précédent OHR a promulgué en **juillet 2021 une loi interdisant la négation du génocide de Srebrenica et des crimes de guerre.**



En décembre 2021, l'Assemblée de la RS a voté le **retrait de l'entité des institutions nationales au profit de nouvelles institutions locales**, en vue, *in fine*, d'un éventuel rattachement à la Serbie. La déclaration prévoit également l'abrogation de toutes les décisions prises par le OHR depuis 1997.



Cette décision a servi de prétexte à Milorad Dodik, qui ne reconnaît pas l'épuration ethnique menée par les Serbes durant la guerre de Bosnie, pour mettre à exécution son plan de retrait de la RS du cadre institutionnel national, qu'il avait maintes fois brandi depuis le début des années 2000 sans jamais le concrétiser.

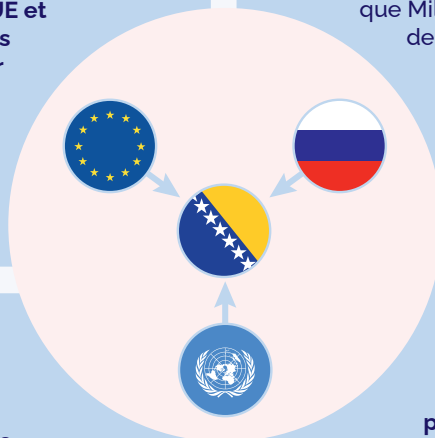
Ces velléités sécessionnistes sont soutenues par le dirigeant bosno-croate Dragan Čović, qui souhaite s'assurer que le siège croate au sein du collège présidentiel lui revienne dès les élections d'octobre en négociant une **réforme de la loi électorale qui renforce le caractère ethnique du vote.**



L'IMPUISSANCE EUROPÉENNE

Afin que la Russie vote la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies reconduisant le mandat de la force européenne de maintien de la paix sur place (EUFOR Althea), **les États membres de l'UE et les États-Unis ont accepté pour la 1^{ère} fois en novembre 2021 de ne pas mentionner le OHR dans une résolution de l'ONU.** En faisant droit aux exigences de la Russie, qui refuse de reconnaître l'autorité du OHR, ils ont consolidé par là même la position de la RS.

La Russie a indiqué qu'elle se tenait prête à « réagir » en cas de rapprochement entre la Bosnie-Herzégovine et l'OTAN tandis que Milorad Dodik a mis son veto à l'alignement de son pays sur les sanctions européennes envers la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine.



L'UE, qui compte en son sein des soutiens de Milorad Dodik, n'a pour l'heure pris aucune mesure pour prévenir un démembrement du pays et ne s'oppose par ailleurs pas expressément à l'inconstitutionnelle réforme de la loi électorale proposée par Dragan Čović.

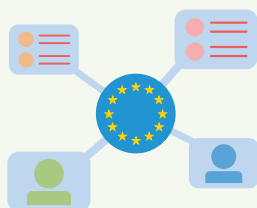
Si la réforme de la loi électorale ne satisfaisait pas les revendications de **Milorad Dodik et Dragan Čović**, ceux-ci **ont menacé d'empêcher la tenue des élections générales prévues le 2 octobre prochain** : la Bosnie-Herzégovine sortirait alors du cadre des accords de Dayton, ce qui créerait une situation sans précédent menaçant la paix fragile dans le pays.

LES MARGES DE MANŒUVRE DE L'UNION EUROPÉENNE



Défendre le cadre institutionnel issu des accords de Dayton et la légitimité du Haut représentant international (OHR) en cessant de considérer les dirigeants ethno-nationalistes de Bosnie-Herzégovine comme interlocuteurs exclusifs des différentes communautés, au détriment des institutions nationales issues de Dayton.

Inciter les États membres de l'UE qui soutiennent un redécoupage des frontières du pays et la réforme ethnique de la loi électorale (Hongrie, Slovaquie et Croatie) à **voter les sanctions européennes envers les personnes portant atteinte à l'unité et à la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine.**



Offrir un soutien plus important et plus efficace à la société civile, notamment dans le cadre des négociations pour la réforme de la loi électorale et dans la lutte contre la corruption². La Cour des comptes européenne a récemment pointé du doigt l'inadéquation du soutien de l'UE avec les besoins de la société civile bosnienne.

Entretenir la perspective d'une adhésion à l'UE en renforçant l'implication des acteurs locaux dans l'utilisation des fonds alloués à la Bosnie-Herzégovine et dans les programmes européens auxquels elle est associée.



² Le pays est classé 110^e sur 180 selon l'Indice de perception de la corruption publié par Transparency International.